



# AVENIR DE LA SÉCURITÉ ET DE LA DÉFENSE EUROPÉENNES

**Christian Juyaux et Jacques Fayette**





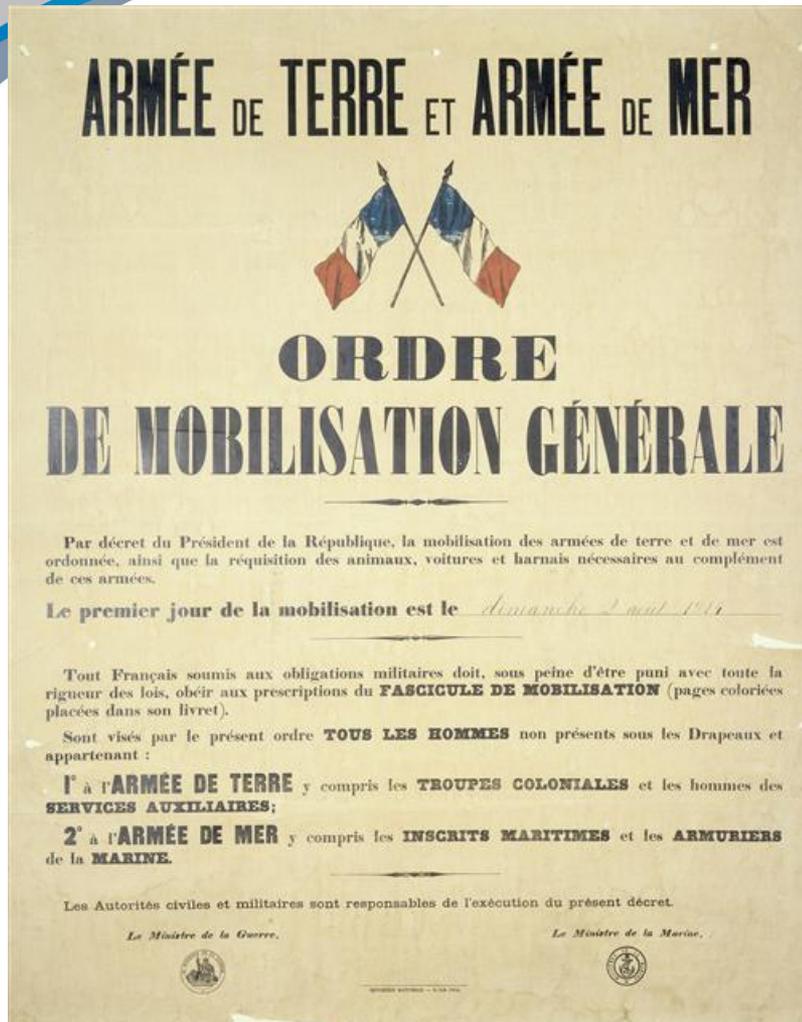
- Dans la postface de l'ouvrage de Nathalie Bordeau et de David-Xavier Weiss Brexit et Après ? Bart & Jones Publishers Mirepoix sur Tarn août 2016
- « *Il est temps pour l'Europe de comprendre les réalités du monde dans lequel nous vivons (...) et de donner à l'idée de **patriotisme** européen ses lettres de noblesse* »
- Ce soir (heure Europe) Donald Trump prononce son discours sur l'état de l'union... annoncera-t-il la sortie de l'OTAN ?



- L'Union européenne a apporté une période de paix sans précédent sur notre continent.
- L'instabilité croît dans le voisinage de l'Europe liée à des facteurs économiques, environnementaux et technologiques
- Ceci constitue les défis majeurs pour notre sécurité

# Un continent ravagé par les conflits

## Mobilisation de 1914, cimetière américain de Colleville





- Des puissances mondiales et régionales qui se réarment et des traités internationaux sont dénoncés.
- Le terrorisme qui frappe en plein cœur des villes en Europe et dans le monde.
- Les cyber-attaques qui se multiplient



- Le président russe Vladimir Poutine a annoncé samedi 2 février 2019 que son pays suspendait sa participation au traité de désarmement nucléaire (1987) en réponse à la suspension américaine entrée en vigueur le même jour.
- La Russie ne prendra plus l'initiative de négociations sur le désarmement avec les Etats-Unis, "*Nous attendrons que nos partenaires (américains) aient suffisamment mûri pour avoir un dialogue d'égal à égal et significatif avec nous sur cet important sujet*".



- L'Union Européenne promeut la paix, une croissance inclusive, les droits de l'homme, l'Etat de droit, et la protection de l'environnement.
- Le pouvoir de convaincre ne peut suffire dans un monde instable, une approche intégrée de défense constitue le fondement d'une sécurité durable



- A l'est de nos frontières des menaces liées à des vulnérabilités militaires, économiques, politiques et de sécurité énergétique
- Dans la zone méditerranéenne et l'Afrique subsaharienne des zones non gouvernées et de conflits
- Le changement climatique, la pénurie de ressources et la croissance démographique sont source de conflits et d'instabilité dans le monde.



- La sécurité est devenue la première préoccupation de la plupart des citoyens européens.
- L'action collective des pays de l'Union Européenne est indispensable.
- La sécurité et la défense doivent faire partie intégrante des activités de l'U.E.



- Les puissances de taille continentale sont mieux équipées pour gagner en efficacité.
- Les mutations technologiques (big data, véhicule sans pilote, intelligence artificielle) révolutionnent le secteur de la sécurité et de la défense.
- Elles facilitent les attaques informatiques, chimiques, biologiques et radiologiques.



- Les Etats membres plus forts nécessitent une plus grande coopération au sein de l'U.E.
- Nous sommes confrontés à des menaces hybrides et transnationales qui nécessitent des actions communes
- Les Européens doivent davantage prendre en main leur propre sécurité.
- Mieux coordonner les dépenses de défense des Etats membres.



- **Coopération en matière de sécurité et de défense** : L'U.E apporte un complément aux efforts déployés par les Etats membres.
- **Sécurité et défenses partagées** : L'U.E. vient renforcer les Etats membres par une solidarité opérationnelle et financière.
- **Défense et sécurité commune** : Solidarité et assistance mutuelle pour une défense commune.



# Le gaspillage des ressources

Les avantages économiques   
de la coopération en matière de défense

**€ 200 MD**  
**par an**

CE QUE LES ÉTATS DE L'UE  
CONSACRENT A LA DÉFENSE

**€ 25 MD**  
**100.000 MD**

D'ECONOMIES POTENTIELLES  
EN TRAVAILLANT ENSEMBLE

**COMMENT? EN RÉDUISANT LES DUPLICATIONS**

ACTUELLEMENT AU SEIN DE L'UE:



**29**



**16**



**19**

Modèles différents

# L'Airbus A400 M





- **Article 42** : La politique de sécurité et de défense se décide au Conseil Européen statuant à l'unanimité. En cas d'agression armée sur le territoire d'un Etat membre, les Etats lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir.
- **Article 43** : Les moyens civils et militaires incluent les actions en matière de désarmement, les missions humanitaires et d'évacuation et toutes missions décidées par le Conseil Européen.



- **Article 44** : Dans le cadre des décisions adoptées par le Conseil, les Etats membres qui participent à la réalisation de la mission informent le Conseil et les Etats membres.
- **Article 45** : L' Agence européenne de défense a pour mission:
  - a) Identifier les objectifs de capacités militaires des Etats membres.
  - b) Promouvoir une harmonisation des besoins opérationnels.



- c) de proposer des projets multilatéraux pour remplir les objectifs militaires.
  - e) de soutenir la recherche en matière de défense.
  - f) de contribuer aux mesures utiles pour améliorer les dépenses militaires.
- \* **Article 46** : Une coopération structurée permanente de défense de plusieurs Etats membres peut être adoptée par le Conseil à la majorité qualifiée.



# RAPPELS HISTORIQUES



- Le Traité pose les bases d'une Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), laquelle comprend la définition à terme d'une "politique de défense commune" (PSDC).
- Les actions menées dans ce cadre sont majoritairement des missions civiles de gestion de crises. Le lent processus né avec la PSDC a mis l'accent sur un agenda élargi de sécurité plus que sur une identité de défense.

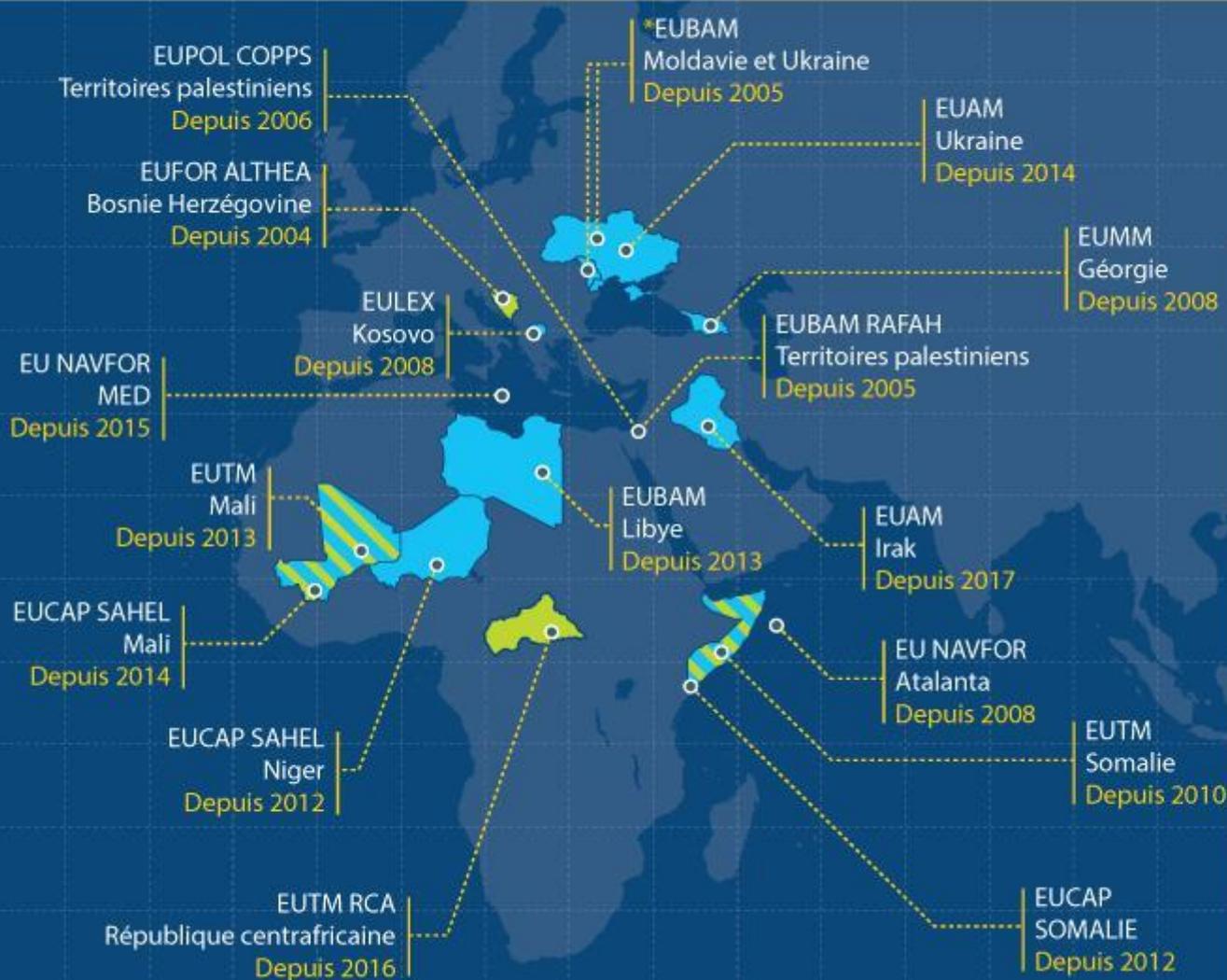


Créé en 2011 avec siège à Bruxelles, c'est le service diplomatique de l'UE. Son objectif est de renforcer la cohérence et l'efficacité de la politique étrangère de l'UE, et d'accroître ainsi l'influence de l'Europe dans le monde.

Le SEAE gère les relations diplomatiques de l'UE avec les pays non membres et mène la politique étrangère et de sécurité de l'Union.



# UNION EUROPÉENNE LES MISSIONS ET OPÉRATIONS DE LA PSDC 2018



**6** missions et opérations militaires en cours



**10** missions civiles en cours



Plus de **5,000** personnels actuellement déployés



## Objectifs:

Maintien de la paix, prévention des conflits, renforcement de la sécurité internationale, appui à l'état de droit, prévention du trafic d'êtres humains et de la piraterie.

\*Cette mission n'est pas conduite dans le cadre de la PSDC.



- À la lumière de l'évolution du cadre de sécurité, la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne (SGUE) a permis d'entamer un processus de coopération plus étroite dans le domaine de la sécurité et de la défense. Les États membres de l'UE sont convenus d'intensifier les travaux de l'Union européenne dans ce domaine et ont estimé que le renforcement de la coordination, l'accroissement des investissements en matière de défense et la coopération aux fins du renforcement des capacités de défense constituent des conditions essentielles pour y parvenir.



- La nomination en 2014 de Federica Mogherini comme Haute Représentante de l'Union et sa "stratégie globale" concernant les questions de politique étrangère et de sécurité" présentée en juin 2016, ainsi que l'élaboration par le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) d'un "Plan de mise en œuvre portant sur la sécurité et la défense" ont relancé le débat européen sur la défense.
- Les attentats à Paris du 13 novembre 2015 avaient conduit la France à invoquer, pour la première fois, la "clause de défense" du Traité de Lisbonne (article 42.7)



- L'Union européenne a joué un rôle décisif dans la négociation avec l'Iran mais n'a pu être un acteur déterminant dans le dossier syrien.





- En juin 2017 est créée au sein du SEAE une Capacité de planification et de conduite des opérations militaires non-exécutives, destinée à assurer le commandement stratégique des trois missions de formation en Somalie, au Mali et en République centrafricaine.
- La création en décembre 2017 de la Coopération Structurée Permanente (CSP, *PESCO*) par le Conseil, conformément aux dispositions du Traité de Lisbonne (Articles 42.6 et 46). Elle réunit 25 des 28 États membres dans une structure permanente visant à faciliter la coopération dans les domaines capacitaires et des opérations. En rejoignant la CSP, les États participants s'engagent à respecter 20 "engagements communs" et à coopérer au sein de 17 "projets capacitaires".

# Des interventions maritimes Sophia, Atalanta



En 2009 et novembre 2012, les forces européennes d'Eunavfor ont assuré l'escorte de 166 navires du PAM.



- 2 FÉV 2019 Balkans, Bosnie-Herzégovine, Cisjordanie, Coalition internationale, Droits de l'homme, élections, EUAM Iraq, EUAM Ukraine, EUFOR Althea, EULEX Kosovo, EUNAVFOR Atalanta, EUPOL Copps, Irak, Jordanie, Kosovo, Mali, Police, Police de proximité, RSS, Train & Equip, UE-Chine, Ukraine
- Dans le Golfe d'Aden, Chinois et Européens renforcent leur coopération dans la lutte contre la piraterie. En Irak, les forces de la coalition anti-Daesh s'accordent sur les principes de la réforme de sécurité. Au Sahel, les formateurs d'EUTM Mali dispensent des formations en management opérationnel à la gendarmerie



# L'UNION EUROPÉENNE ET L'OTAN

# Federica Mogherini et Jens Stoltenberg



# Coopération UE - OTAN



## Coopération UE-OTAN



- Partage d'information
- Planification coordonnée
- Coopération

en matière de:



Menaces  
hybrides



Synergies  
opérationnelles



Cyber  
sécurité



Renforcement  
des capacités



Capacités de  
défense



Recherche et  
industrie



Exercices



- Le Brexit a pour principal effet politique de " libérer " les Européens car pour les Britanniques, une défense européenne remettait en cause l'Alliance atlantique.
- Désintérêt de Barack Obama qui avait théorisé le " pivot asiatique " portant le regard américain davantage à l'Ouest qu'à l'Est.
- Donald Trump avec son programme " America first ", et sème le doute sur le parapluie américain.





**Armée européenne ?**



- *"On ne protégera pas les Européens si on ne décide pas d'avoir une vraie armée européenne. Face à la Russie qui est à nos frontières et qui a montré qu'elle pouvait être menaçante (...) on doit avoir une Europe qui se défend davantage seule, sans dépendre seulement des Etats-Unis et de manière plus souveraine"*



- *« L'expression armée européenne est une image utilisée par le président Macron pour mieux faire comprendre ce que l'Union européenne fait pour sa défense »*,
- Dans un entretien accordé par la Ministre des Armées, Florence Parly, à l'AFP le 31 janvier 2019.



- « Nous devons élaborer une vision nous permettant d'arriver un jour à une véritable armée européenne. »
- La chancelière allemande a aussi rappelé avoir proposé « la constitution d'un conseil de sécurité européen avec une présidence tournante au sein de laquelle des décisions importantes pourront être plus rapidement prises ». « Ce n'est pas une armée contre l'Otan, je vous en prie », a ajouté Mme Merkel au sujet de l'armée européenne. « Cela peut être un bon complément de l'Otan, personne ne veut remettre en question les relations classiques », a-t-elle martelé.



**Fonds européen de la Défense**



- Une Europe qui protège est une Europe qui défend, tant sur son territoire qu'à l'extérieur de celui-ci.
- *« Pour garantir la solidité de la défense européenne, l'industrie européenne de la défense doit faire preuve d'innovation. C'est pourquoi nous proposerons, avant la fin de l'année, la création d'un Fonds européen de la défense, pour stimuler activement la recherche et l'innovation. »*
- C'est la première initiative d'utilisation de fonds communautaires pour soutenir directement des projets de défense.



- Ce Fonds lié à la CSP dispose que les États membres devront consacrer 20% au minimum de leur budget de défense aux équipements, et 2% au développement technologique.
- Le budget dédié à la politique industrielle de défense dans le prochain cadre financier pluriannuel 2021-2027 avoisinera 13 milliards €, comme annoncé par la Commission européenne le 2 mai 2018. Il y a déjà 500 millions d'euros disponibles pour 2019-2020.



Les projets éligibles au financement doivent respecter les conditions suivantes :

- les entreprises doivent faire partie d'un consortium d'au moins trois entreprises publiques ou privées, établies dans au moins trois États membres de l'UE ;
- au moins trois des sociétés éligibles, établies dans au moins deux États membres, ne doivent pas être contrôlées, directement ou indirectement, par la même entité ou entre eux ;
- les bénéficiaires et leurs sous-traitants doivent être des entreprises publiques ou privées établies dans l'UE.

# Drone européen (Unmanned Aircraft System)





MALE est développé par Airbus Defence & Space, Dassault Aviation et Leonardo (ex-Finmeccanica) dans un projet financé par l'Allemagne (31%), la France (23%), l'Italie (23%) et l'Espagne (23%) avec aussi la Belgique comme membre observateur. Cet appareil devra être opérationnel dès 2025. Au départ, il devait servir seulement à faire du renseignement et de la surveillance, mais il pourra aussi être armé pour effectuer des frappes pilotées à distance.



# LA COOPÉRATION FRANCO-ALLEMANDE



Création d'un corps  
d'armée franco-allemand  
à vocation européenne :  
l'**Eurocorps** basé à  
Strasbourg. Ont rejoint la  
Belgique, l'Espagne et le  
Luxembourg et en 2016 la  
Pologne.



# 14 juillet 1994... les larmes d'Helmut Kohl



# Krauss-Maffei Wegmann (KMW) et Nexter unissent leurs forces sur le futur système de combat terrestre



**K N**  
+  
**D S**

**KMW + nexter**  
DEFENSE SYSTEMS



- KMW et Nexter se réjouissent de l'annonce par les gouvernements allemand et français du développement conjoint d'un nouveau système de combat terrestre (Main Ground Combat System - MGCS) et d'artillerie (Common Indirect Fire System - CIFS).
- Cette étroite collaboration a été la raison première de la création de KNDS en 2015, au sein duquel coopèrent les systémiers intégrateurs nationaux de la défense terrestre Nexter et KMW.



- Après l'approbation d'une fiche d'expression des besoins commune [High level command operations requirements document – HLCORD] lors du salon aéronautique ILA de Berlin et d'un accord industriel entre Dassault Aviation et Airbus Defense & Space, en avril, Florence Parly, la ministre française des Armées, et son homologue allemande, Ursula von der Leyen, ont signé, le 19 juin, une lettre d'intention concernant le développement du futur avion de combat appelé à équiper les forces aériennes des deux pays à l'horizon 2040.

# Le projet SCAF





- Paris et Berlin poursuivent leur envol. Florence Parly et son homologue allemande Ursula von der Leyen lancent officiellement ce mercredi 6 février le premier acte du système de combat aérien du futur (SCAF), appelé à remplacer leurs chasseurs d'ici l'horizon 2040.
- L'Espagne a adhéré au projet.



**Traité d'Aix la Chapelle**  
**22 janvier 2019**



## Article 4

- ...les deux États, convaincus du caractère indissociable de leurs intérêts de sécurité, font converger de plus en plus leurs objectifs et politiques de sécurité et de défense, renforçant par là-même les systèmes de sécurité collective dont ils font partie. Ils se prêtent aide et assistance par tous les moyens dont ils disposent, y compris la force armée, en cas d'agression armée contre leurs territoires.



- Le nouveau traité de coopération franco-allemand prévoit un rapprochement dans le secteur de la défense, se veut « *une contribution à la création d'une armée européenne* », a affirmé la chancelière allemande.
- Elle a évoqué notamment le développement d'une « *culture militaire et d'une industrie de l'armement communes* » qui figurent dans le nouveau traité, venant compléter celui de l'Élysée signé en 1963.
- Le chef de l'État français lui a emboîté le pas lors d'une discussion sur l'Europe avec des citoyens des deux pays. « *Il y a des puissances autoritaires qui émergent un peu partout. Construisons une vraie armée européenne pour se protéger et ayons une vraie politique étrangère* ».



## **Initiative européenne d'Intervention (EI2)**



Voulant promouvoir une redynamisation européenne sur le plan stratégique, neuf pays (Belgique, **Danemark**, Estonie, France, Allemagne, Pays-Bas, Portugal, Espagne, **Royaume-Uni**) rejoints par la Finlande ont lancé l'Initiative Européenne d'Intervention.

Concrètement, les membres de l'IEI mettront en œuvre des coopérations pragmatiques et opérationnelles dans les domaines de l'anticipation stratégique, du développement de scénarios et de la planification, de l'appui aux opérations, ainsi que du retour d'expérience et du partage de doctrines.

Malgré le Brexit, le Royaume Uni restera dans le EI2.



- Le Danemark ne participe que partiellement à l'Union économique et monétaire, à la citoyenneté européenne, à la coopération policière et à la politique de défense commune.
- Le Danemark est profondément lié à l'OTAN et la clause de restriction vis-à-vis de la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC) est précisée à l'article 5 du protocole 22 rattaché au TFUE.
- Le protocole précise ainsi que le Danemark ne participe pas à l'élaboration et à la mise en œuvre des décisions et actions de l'Union qui ont des implications en matière de défense.



- L'EI2 recherchera des **résultats tangibles**, par exemple en développant notre capacité commune à réagir rapidement et conjointement aux **catastrophes naturelles**, en menant des **opérations non-combattantes d'évacuation** des ressortissants et en renforçant notre capacité à mener des **opérations militaires de haute intensité dans le monde entier**.
- La première réunion des ministres de la Défense de l'EI2 a eu lieu le 7 novembre 2018, à Paris. Les ministres ont approuvé les directives politiques sur les travaux opérationnels dans le cadre des ***Military European Strategic Talks*** (MEST).



- Réunions rassemblant de hauts représentants d'états-majors, ayant pour objectif de conduire les **travaux opérationnels** de l'EI2 en vue d'aboutir à des résultats tangibles.
- A travers des analyses et initiatives concrètes, les MEST favoriseront l'**émergence d'une culture stratégique commune** et renforceront leurs capacités opérationnelles, pour leur permettre de **mieux répondre, ensemble, aux défis d'aujourd'hui et de demain.**
- Les MEST reposent sur le **partage du renseignement** et l'**anticipation stratégique** commune sur les zones de crise actuelles et potentielles. Ils conduisent des **activités de planification concrètes** sur des questions ou des thématiques transverses entre les pays EI2 intéressés.



- L'EI2 est une initiative indépendante. Elle se développe donc en dehors de l'OTAN et de l'UE.
- L'EI2 est néanmoins pleinement compatible avec ces deux organisations et les renforce.
- L'Allemagne voudrait que l'EI2 soit incorporée dans la CSP (PESCO), la France y est hostile.



**LE 26 MAI,  
JE VOTE AUX  
ÉLECTIONS  
EUROPÉENNES !**

LES JEUNES EUROPÉENS -  
FRANCE

